

Démision des professeurs principaux de ces fonctions à Nogaro

Le rectorat va encore leur réduire le nombre d'heures d'enseignement



Démision des professeurs principaux de ces fonctions à Nogaro

Les parents d'élèves et les professeurs du lycée de la cité scolaire d'Artagnan ne se résignent pas à perdre nombre d'heures d'enseignement au profit d'agglomérations comme Toulouse. La manif du 5 février n'a rien donné : une autre a lieu ce vendredi 12 mars 2021 devant les grilles de la cité scolaire.

Mais aussi, puisque les manifestations ne semblent pas avoir de résultat, au moins pour l'instant, les enseignants ont décidé de frapper plus fort : la plupart de ceux qui sont professeurs principaux ont décidé de démissionner de ces fonctions administratives.

Et « manifestation », si l'on peut dire, ils sont décidé à aller plus loin, jusqu'à créer différents blocages.

Le nœud du problème

Les manifestants protestent contre le fait que le rectorat va diminuer le nombre d'heures d'enseignements à la prochaine rentrée. Alors que les lycéens doivent choisir 3 spécialités sur 12 théoriquement disponibles, le lycée est obligé d'en supprimer plusieurs. De même les heures d'aide et d'accompagnement vont passer à la trappe.

Comme nous l'indiquions dans le compte rendu de la manif du 5 février, le rectorat finance les heures de cours en fonction des effectifs. Or, il invoque une baisse des effectifs pour supprimer des heures.

Interrogés par Le Journal du Gers, des professeurs expliquent que les effectifs ont un mouvement de yoyo : cette année, il y a deux classes de 1ère, alors qu'il y en avait trois l'année dernière et qu'il y en aura de nouveau trois en 2021-2022. La baisse d'une demi-douzaine d'élèves fait supprimer une classe, alors que les enseignements ont besoin de stabilité. On ne peut pas en supprimer une année et le remettre en route l'année suivante. Les élèves ne peuvent pas choisir une spécialité et la voir supprimer l'année d'après.

Chaque année, les enseignants doivent aller mendier quelques heures pour boucler leurs enseignements : est-ce une manière normale de travailler à long terme ?

Une contradiction fondamentale

Le gouvernement semble prendre beaucoup d'initiatives pour maintenir et développer l'économie rurale : il a créé, par exemple, le Zones de revitalisation rurale (dont Nogaro fait partie), les contrats de transition écologique (la Communauté de communes du Bas-Armagnac en a signé un). Et il s'efforce de développer le tourisme à la campagne.

Et pourtant, il semble que l'Éducation nationale rame à contre-courant, en déshabillant les villages pour habiller les grandes villes. Pourquoi les communes rurales et, partant, les établissements d'enseignement ruraux, ne sont-ils pas privilégiés, si l'on veut maintenir une agriculture nationale et une vie dans nos campagnes ?



Christian Peyret (maire de Nogaro), Patrick Guichebarou (maire de Caupenn-d'Ac) et Gaëlle Battaglia (présidente des parents d'élèves) au coeur de la manif



4 Au coeur de la manif 1bis 120321.jpg



Panneaux apportés par les parents d'élèves



5 Au coeur de la manif 1bis 120321.jpg